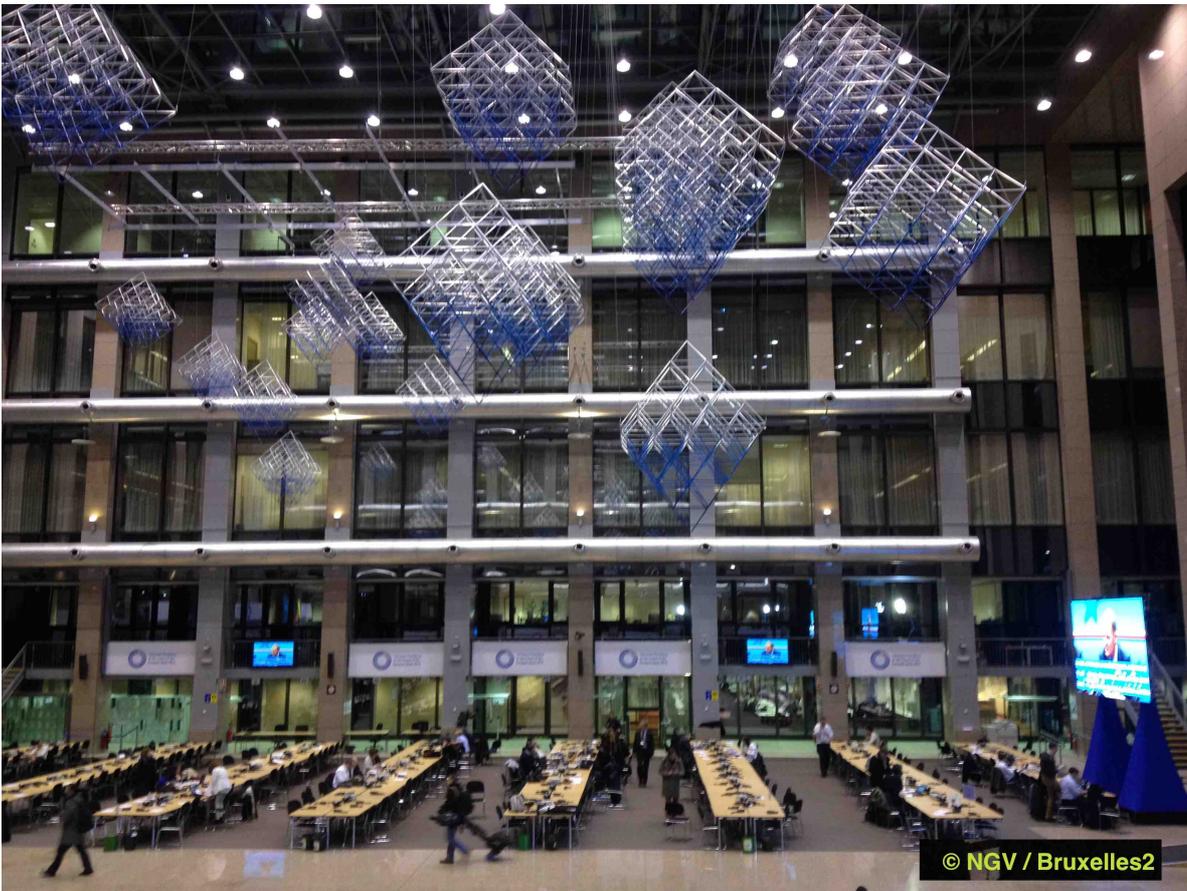
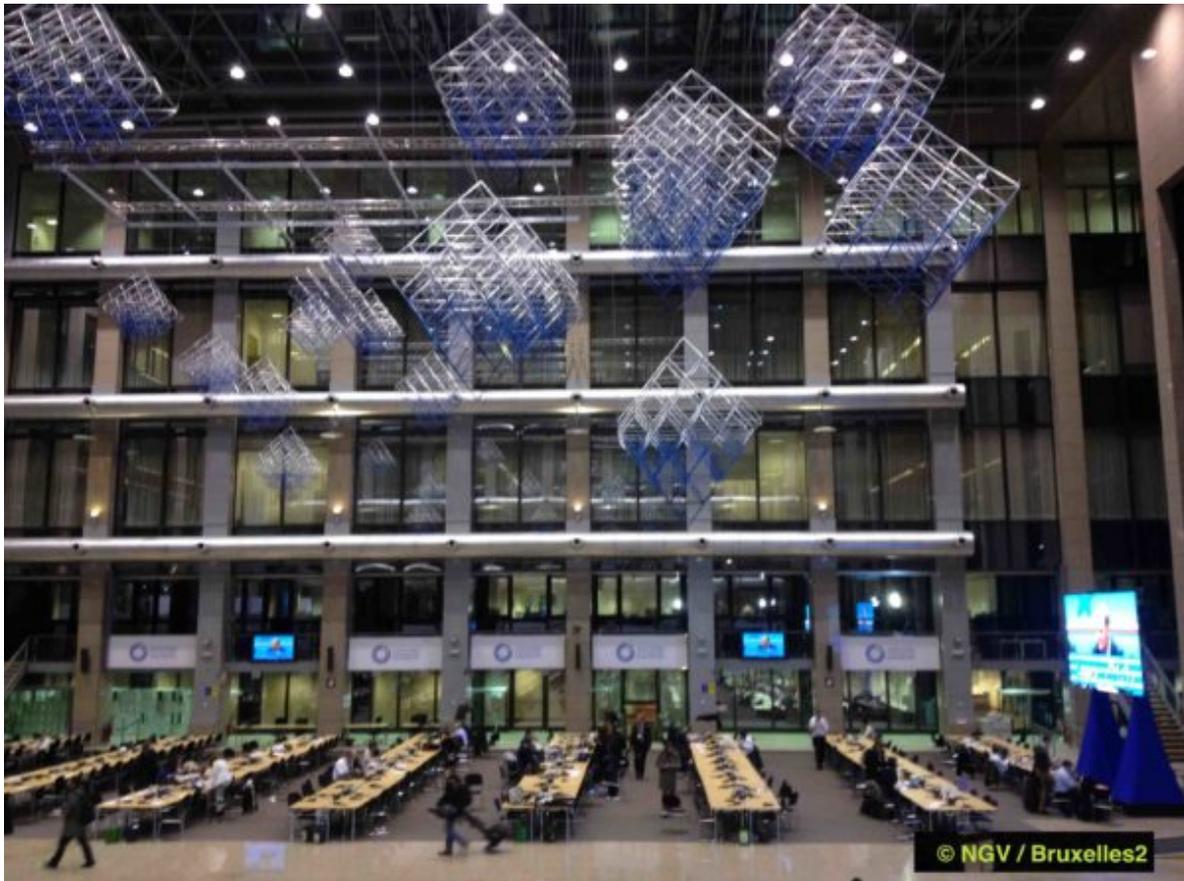


Une Europe de la défense, malgré tout





La salle de presse à la fin du Sommet Défense (© NGV /B2)

(B2) Les critiques envers l'Europe de la défense sont nécessaires. Et ce blog n'y manque pas. Rien ne sert de se cacher derrière son petit doigt et de dire que tout va bien dans le meilleur des mondes. Ce serait une erreur non seulement de communication mais aussi politique.

Deux travers communément utilisés sur l'Europe de la défense

Il y a deux autres travers à éviter.

Premièrement, voir dans "Bruxelles" une super-puissance - qui veut tout régenter. C'est le vieux fantasme britannique, régulièrement évoqué et encore développé à ce sommet (bien timidement en fait !). Fantasme totalement irréaliste précisons-le.

Deuxièmement, estimer, blasé, que l'Europe de la Défense, c'est foutu, la coopération ne marchera jamais, il vaut mieux travailler en national (car on est les meilleurs, hein !) ou en bilatéral (avec des gens vraiment sérieux ;-). Une tendance assez courante en France, notamment dans certains milieux militaires qui se satisfont des succès récents (à juste titre).

A tous ceux-là, on peut dire : ils sont dans des voies dépassées. Il existe une certaine Europe de la défense, balbutiante, encore inégale, et qui cherche encore sa voie. Et celle-ci est en train de se construire non pas vraiment tant sur l'aspect opérationnel (la PSDC) - comme c'était l'idée sous-tendue hier - mais par l'économie et l'industrie.

Le repli sur soi ou la coopération ?

Face à la crise, il y a cinq ans, deux options étaient possibles : le repli sur soi ou la coopération. Ces

dernières années, on a assisté davantage à la tendance du repli sur soi. Chacun essayant de se débrouiller au mieux, en interne, en bilatéral — les Français avec les Britanniques, les Allemands avec les Néerlandais, les Belges en Benelux, les Tchèques et les Slovaques, les Baltes et les Nordiques, etc. Et de générer des coupes budgétaires, plus ou moins brutales, dans tous les pays. Mais, aujourd'hui, il faut encore faire des économies. Et on a épuisé toutes les recettes "faciles". Il n'y a pas d'autre moyen que de faire de la coopération ensemble... C'est un peu plus compliqué, c'est parfois plus long, mais c'est aujourd'hui le seul résultat possible. C'est cela le résultat du Sommet. Et ce n'est pas négligeable.

Le début du réveil

L'Europe de la défense sort d'une « *lente hibernation* », commente un diplomate européen. « *Il y a quelques années, ce sujet figurait régulièrement à l'ordre du jour des sommets européens* » complète un vieux routier des sommets. Il a fallu cinq ans ! Pourquoi ce délai ? Nous avons posé la question au président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, qui n'a pas manqué de répondre avec son ironie habituelle. « *... Mais je vous rappelle que depuis cinq ans, on a eu une crise économique. Et la survie de l'Eurozone était plus urgente à régler. Maintenant qu'il n'y plus de menace existentielle de l'Eurozone, on peut s'occuper d'autres sujets.* » Et depuis un an (et le mandat donné par le Conseil de décembre 2012). « *On a bien travaillé. Avec des contacts multiples* »...

Tout un travail mené en amont

Ce qui n'est pas un vain mot... B2 en a été le témoin. Il faut bien voir que, durant toute une année, la PSDC a donné lieu à un travail important, souvent discret mais bien réel. Les douze directions générales de la Commission - concernées de près ou de loin - ont planché sur des options, des idées. « *C'est un travail jamais fait dans la Commission européenne, casser les "silos". Car cette maison travaille trop souvent en silos* » a affirmé le commissaire au Marché intérieur, Michel Barnier. « *Cette fois on a cherché à faire le travail par le haut* ». L'Agence européenne de défense a mobilisé ses forces. Idem dans les différents départements du Service diplomatique européen (SEAE) comme dans les cabinets ministériels au plan national et dans les grands groupes industriels.

Tout le monde a phosphoré. Et le travail n'est pas terminé. Car un nouveau rendez-vous est déjà fixé : en juin 2015. Et une série de rapports doivent encore être rendus et discutés et des étapes intermédiaires être franchies d'ici là. (lire sur le Club : [Conclusions du Sommet Défense \(projet\) : la feuille de route](#))

Un changement de paradigme

« *On est sortis des grands mots ou des grandes déclarations sans trop de lendemain* » explique un expert de ces dossiers. « *Il faut se rappeler la déclaration de 2008. C'était un peu Sarkozy, tout seul, qui avait voulu fixer des ambitions importantes en termes d'opérations. Il n'y avait pas eu de réel débat* ». Des objectifs « *conçus encore sur le début des années 2000* » donc avant la crise. Or, après l'Irak et plus encore l'Afghanistan, « *plus personne ne veut (et ne peut) mener de grandes opérations. (...) Chacun s'aperçoit également des limites de ce type d'engagement qui ne permettent pas vraiment de reconstruire un Etat ou de stabiliser une région. On se situe désormais davantage dans des missions visant à soutenir les pays à assurer leur propre sécurité, à pouvoir prendre le relais ensuite* ».

Commentaire. Personne n'a osé le dire expressément. Mais si l'objectif du sommet doit être

résumé en quelques mots. On pourrait reprendre un vieux proverbe d'Europe centrale, «**Si ton épée est trop courte, allonge-là d'un pas**». Aujourd'hui un pas a été incontestablement franchi. Mais ce n'est qu'un pas. Pas plus...

(Nicolas Gros-Verheyde)

Lire aussi notre dossier récapitulatif des articles parus : [Sommet Défense des 19 et 20 décembre. Les articles utiles à lire](#)

Nicolas Gros-Verheyde

Rédacteur en chef du site B2. Diplômé en droit européen de l'université Paris I Pantheon Sorbonne et auditeur 65e session IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale. Journaliste depuis 1989, fonde B2 - Bruxelles2 en 2008. Correspondant UE/OTAN à Bruxelles pour Sud-Ouest (auparavant Ouest-France et France-Soir).